

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Après des décennies de pouvoir autocentré en Afrique, les gouvernements avancent à pas hésitants vers un modèle démocratique qui met souvent en avant la liberté d'expression et d'opinion. Mais à suivre ce foisonnement de déclarations et de discours souvent fertiles en contradictions, on peut douter de la bonne volonté de régimes peu enclins à abandonner un secteur aussi sensible que l'information et qui de surcroît, lui appartenait en propre en vertu des règles de monopoles, de fait ou de droit. Car on redoute son impact et les possibilités qu'elle offre en tant que moyen propre à former des idées, inciter à réfléchir, ou à s'exprimer en dehors des paramètres établis. En d'autres termes, on redoute de la voir incarner l'expression d'une volonté d'émancipation d'une opinion publique tentée de s'assurer, progressivement, le contrôle de questions qui d'ordinaire relèvent du pouvoir central et de ses rouages.

C'est pourquoi, la presse, dans cette dialectique Médias/Démocratie, est désormais sur « la première ligne », pour emprunter l'expression du journaliste français Jean-Claude Guillebaud, pour élargir chaque jour un peu plus l'espace d'information et de concertation dont se nourrit l'opinion publique. Un espace où se mesure au jour le jour les progrès de la démocratie et des mutations sociales. Dans de nombreux pays d'Afrique, ce sont les journalistes dans leur ensemble qui, se refusant désormais à jouer le rôle de « militants et fonctionnaires », sont montés aux barricades au péril de leur vie pour pourfendre l'autoritarisme de leurs dirigeants et réclamer des changements démocratiques en profondeur pour leur pays. Il suffit de rappeler, à titre d'exemple, le rôle déterminant que les journalistes maliens ont joué dans la chute du régime de Moussa Traoré en 1991 et qui, en élargissant le champ de la contestation sociale, ont contribué à redéfinir les rapports de la collectivité au pouvoir politique et à ceux qui l'incarnent. En tout cas, le pluralisme de l'information qui a accompagné voire précédé le processus de changement dans plusieurs États africains a contribué à l'émergence de nouveaux espaces de liberté.

L'éveil à la liberté et à la démocratie qui se manifeste dans de nombreux pays de ce continent, même dans les régions les plus reculées, ainsi que l'efflorescence extraordinaire de nouveaux médias qui l'a accompagné, ont mis en évidence qu'une information libre et responsable est capable de renforcer et accélérer le processus de changement lorsqu'elle ne le précède pas tout simplement.

Cependant, les progrès sont parfois très lents et la transition démocratique semble au point mort. Dans certains pays on parle même de retour en arrière par rapport aux quelques acquis accomplis. Et dans cette situation, les premiers visés sont la plupart du temps les médias. Les régimes en place qui s'enorgueillissaient, notamment au début du processus, d'avoir permis un ton nouveau dans les médias nationaux parfois même changé les lois pour assurer plus de liberté aux journalistes, s'empressent aujourd'hui de restreindre cette liberté et parfois de mettre en place des lois nouvelles qui vont museler encore la presse au lieu de la promouvoir.

Pour certains pays en Afrique, la mise en oeuvre d'un véritable processus de démocratisation, efficient et durable, constitue une tâche particulièrement ardue. Depuis le début des années 1990, les journalistes, qui ont été souvent aux avant postes de la revendication, l'ont appris à leurs dépens. La situation y est souvent difficile et les transformations annoncées par les ténors attitrés de nombreux régimes se font attendre ou ne coïncident pas tout simplement avec les réalités et les pratiques locales. Et, c'est là où il faut voir, entre autres, les principaux défis que pose cette période de transition, où, les tentations de repli des gouvernements, ajoutées au manque d'expérience ou de moyens des journalistes eux-mêmes, font planer de sérieuses menaces sur le processus de démocratisation, ou tout au moins sur le rythme de sa mise en place.